ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 28 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté "du Régent portant organisation de l'Ecole de Guerre" et ultérieurement d'amendements à ce projet, a donné en sa séance du 25 août 1950 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 28e Juli 1950 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit "van de Regent betreffende de organisatie van de Krijgsschool" en nadien over amendementen op dat ontwerp, heeft ter zitting van 25 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications qui rencontrent les intentions du Gouvernement telles qu'elles ont été exprimées. Ces modifications figurent dans le texte ci-après :

De Raad van State stelt voor, in het ontwerp wijzigingen te brengen die beantwoorden aan de bedoelingen van de Regering zoals die hem werden uiteengezet. Die wijzigingen komen voor in de hierna volgende tekst :

ARRETE ROYAL PORTANT ORGANISATION DE L'ECOLE DE GUERRE.

BAUDOUIN, Prince royal, exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Chapitre Ier. - But de l'Ecole de guerre.

Article 1er.-

Le but de l'Ecole de guerre est de former pour les forces armées, les aides du commandement à tous les échelons et de répandre l'instruction militaire supérieure.

Chapitre II. - Personnel et attributions.

Article 2.-

L'Ecole de guerre est un établissement d'instruction autonome placé directement sous les ordres du Ministre de la Défense nationale. Elle est sous le commandement d'un officier général ou supérieur.

../..

Article 3.-

Le cadre organique de l'Ecole de guerre comprend:

Le commandant de l'Ecole et éventuellement un commandant en second, directeur des études;

15 professeurs militaires ou civils au maximum;

15 chargés de cours militaires au maximum;

3 officiers, adjoints au commandant de l'Ecole, dont un officier traducteur;

3 sous-officiers secrétaires.

Des officiers en service en dehors de l'établissement peuvent être désignés comme suppléants de professeurs ou de chargés de cours. Lorsque les circonstances l'exigent, ces officiers sont détachés temporairement à l'Ecole de guerre.

Des officiers et des personnalités civiles peuvent être appelés à y donner des conférences.

Article 4.-

Le commandant de l'Ecole de guerre, le commandant en second, les professeurs civils et militaires sont nommés et déchargés de leurs fonctions par le Roi.

Les professeurs suppléants, les chargés de cours effectifs et suppléants, les conférenciers, les officiers adjoints sont désignés par le Ministre de la Défense nationale.

Article 5.-

Le commandant de l'Ecole de guerre a, sur tout le personnel militaire attaché à l'établissement ou appelé à en suivre les cours, les attributions d'un commandant de corps d'armée.

../..

Le personnel civil est soumis à son autorité conformément aux dispositions arrêtées par le Ministre de la Défense nationale.

L'autorité du commandant de l'Ecole s'exerce sur toutes les parties du service. Il dirige l'enseignement en se conformant aux règles et programmes de cours arrêtés par le Ministre de la Défense nationale.

Chapitre III. - Conditions d'admission.

Article 6.-

Les officiers appelés à suivre les cours de l'Ecole de guerre se recrutent annuellement parmi les officiers des forces armées ayant le caractère, l'intelligence et la vigueur nécessaires pour le service d'état-major en campagne et qui satisfont aux conditions suivantes :

1° - Armée :

a) avoir au moins dix années de grade d'officier au 31 décembre de l'année de l'admission;

b) avoir accompli au moins quatre années de service effectif à la troupe ainsi que deux années de service d'état-major;

2° - Force aérienne :

Officiers du personnel navigant :

a) avoir au moins cinq années de grade d'officier au 31 décembre de l'année précédant l'admission;

b) totaliser à cette date un minimum de 600 heures de vol;

Officiers du personnel non navigant :

a) avoir au moins dix années de grade d'officier au 31 décembre de l'année d'admission;

../..

b) avoir accompli au moins cinq années de service effectif à la troupe.

Article 7.-

Le nombre d'officiers à admettre à l'Ecole de guerre est déterminé annuellement par le Ministre de la Défense nationale.

Article 8.-

Annuellement, les chefs de corps sont invités par le Ministre à désigner parmi leurs officiers, un certain nombre de candidats qu'ils jugent aptes à recevoir l'enseignement de l'Ecole de guerre.

Tout officier est autorisé à présenter sa candidature; celle-ci est transmise au Ministre par les supérieurs hiérarchiques avec leurs avis.

Article 9.-

Les candidats sont soumis à une épreuve dont le programme et les modalités sont fixés par le Ministre de la Défense nationale.

Le jury de cette épreuve est désigné par le commandant de l'Ecole parmi les membres de son personnel enseignant. Il est présidé par le commandant de l'Ecole.

Article 10.-

Le jury établit un classement par ordre de mérite des candidats, basé sur la cote moyenne générale obtenue par chacun d'eux.

../..

Article 11.-

Le Ministre de la Défense nationale statue sur les admissions, en tenant compte du classement des épreuves et des avis des supérieurs hiérarchiques.

Article 12.-

Nul n'est admis à subir plus de deux fois l'épreuve d'admission à l'Ecole de guerre.

Cependant le candidat qui, bien qu'ayant satisfait aux épreuves éliminatoires n'a pas été désigné pour entrer à l'Ecole, est admis à subir l'épreuve une troisième fois.

Chapitre IV. - Organisation générale de l'enseignement à l'Ecole de guerre.

Article 13.-

La formation des aides du commandement, dont la durée totale est de vingt-quatre mois, comprend :

1° des stages préalables dans les écoles d'arme, éventuellement dans les unités;
2° deux années académiques à l'Ecole de guerre;
3° éventuellement, en fin de formation, un stage dans les forces armées autres que celle à laquelle appartient chaque officier.

Article 14.-

Les stages ont pour but de faire connaître l'esprit, les possibilités techniques, l'organisation et les servitudes matérielles des différentes forces armées et des armes ou des services qui les constituent; ils sont précisés par le Ministre de la Défense nationale.

Article 15.-

Le programme des cours à l'Ecole de guerre est fixé par le Ministre de la Défense nationale.

L'enseignement de l'Ecole doit être fondé sur le travail personnel des officiers admis à suivre les cours.

Article 16.-

L'appréciation portée sur les officiers qui suivent les cours à l'Ecole de guerre est formulée par des notes; il n'est pas établi de cotes numériques déterminant un classement.

Article 17.-

Sur proposition du commandant de l'Ecole de guerre, le Ministre de la Défense nationale peut décider le renvoi au corps des officiers qui :

1° manquent d'assiduité ou d'application;
2° ne sont plus, en raison de leur conduite et de leur manière de servir, dans les conditions requises pour suivre les cours à l'Ecole de guerre;
3° sont empêchés de poursuivre leurs études à cause de leur état de santé.

Article 18.-

A l'issue de la seconde année académique, les officiers subissent une épreuve finale devant un jury composé comme suit par le Ministre de la Défense nationale :

1° Pour les officiers de l'Armée :
- Le Chef de l'état-major général de l'Armée ou son délégué, président;
- Le commandant de l'Ecole de guerre;

../..

- Un officier supérieur breveté d'état-major en service à l'état-major général de l'Armée;
- Un officier supérieur breveté d'état-major du service de l'adjudant général de l'Armée;
- Un officier supérieur breveté d'état-major du service du quartier-maître général de l'Armée;
- Un officier supérieur breveté d'état-major en service dans un état-major de corps d'armée ou de division;
- Un officier supérieur breveté d'état-major de l'état-major général de la Force aérienne;
- Quatre membres du corps professoral de l'Ecole de guerre.

2° Pour les officiers de la Force aérienne :
- Le Chef de l'état-major général de la Force aérienne ou son délégué, président;
- Le commandant de l'Ecole de guerre;
- Deux officiers supérieurs en service à l'état-major général de la Force aérienne ou dans un état-major de groupement;
- Un officier supérieur appartenant au service de l'organisation et des approvisionnements de la Force aérienne;
- Un officier supérieur breveté d'état-major en service à l'état-major général de l'Armée;
- Quatre membres du corps professoral de l'Ecole de guerre.

Article 19.-

Ces jurys sont chargés :

1° de désigner les officiers qui ont suivi avec fruit l'ensemble des cours; ils ne pourront considérer comme ayant suivi avec fruit l'ensemble des cours l'officier qui n'a pas suivi avec fruit le cours d'état-major, les exercices pratiques d'état-major et les cours de langues étrangères;

2° de rédiger les notes d'appréciation des officiers.

../..

Article 20.-

Le brevet d'état-major est conféré par le Roi aux officiers ayant suivi avec fruit l'ensemble des cours.

Chapitre V. - Dispositions transitoires et abrogatoires.

Article 21.-

Par dérogation à l'article 6 du présent arrêté, le Ministre de la Défense nationale peut, pour le recrutement des élèves des années 1951, 1952, 1953 et 1954, accorder des dérogations aux conditions d'ancienneté de service à la troupe et de service d'état-major.

Article 22.-

Le présent arrêté royal n'est pas applicable aux officiers de la Force navale tant que n'ont pas été précisées les conditions d'admission auxquelles doivent satisfaire ces officiers.

Article 23.-

L'arrêté du Régent du 11 septembre 1947 relatif au rétablissement de l'Ecole de guerre est abrogé, à l'exception de son article 9, modifié par l'arrêté du Régent du 22 octobre 1948.

Article 24.-

Pour les officiers de la 68e division de l'Ecole de guerre, la première année académique prévue dans le présent arrêté est substituée au cycle d'état-major prévu par l'arrêté du Régent du 11 septembre 1947.

../..

Pour les officiers des 66e et 67e division de l'Ecole de guerre, la seconde année académique prévue dans le présent arrêté est substituée au cycle des études supérieures d'état-major prévu par l'arrêté du Régent du 11 septembre 1947.

Article 25.-

Le présent arrêté sort ses effets au 1er septembre 1950.

Article 26.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre de la Défense nationale,

Koninklijk besluit houdende inrichting van de Krijgsschool.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Hoofdstuk I. - Doel van de Krijgsschool.

Artikel 1.-

Het doel van de Krijgsschool is voor de krijgsmacht helpers bij het commando op alle échelons te vormen en het hoger militair onderwijs te verbreiden.

Hoofdstuk II. - Personeel en bevoegdheid.

Artikel 2.-

De krijgsschool is een zelfstandige onderwijsinrichting, rechtstreeks onder het bevel van de Minister van Landsverdediging. Zij staat onder het commando van een opperofficier of een hoofdofficier.

.../...

Artikel 3.-

Het organiek kader van de School omvat :

de commandant van de School, en in voorkomend geval een tweede commandant, studiedirecteur;
ten hoogste 15 militaire of burgerlijke professoren;
ten hoogste 15 militaire docenten;
3 officieren, adjuncten van de commandant van de School, onder wie een officier-vertaler;
3 onderofficieren, secretarissen.

Officieren buiten de inrichting in dienst kunnen als plaatsvervangers van de professoren of docenten worden aangewezen. Wanneer de omstandigheden zulks vereisen, worden die officieren tijdelijk bij de Krijgsschool gedetacheerd.

Officieren en burgerlijke personaliteiten kunnen uitgenodigd worden om er voordrachten te geven.

Artikel 4.-

De commandant van de Krijgsschool, de tweede commandant, de burgerlijke en militaire professoren worden benoemd en van hun ambt ontheven door de Koning.

De plaatsvervangende professoren, de werkende en plaatsvervangende docenten, de voordrachtgevers, de officieren-adjuncten worden aangewezen door de Minister van Landsverdediging.

Artikel 5.-

De commandant van de Krijgsschool heeft over gans het militair personeel, aan de inrichting verbonden of geroepen om er de lessen te volgen, de bevoegdheden van een

.../...

legerkorpscommandant.

Het burgerlijk personeel is overeenkomstig de bepalingen vastgesteld door de Minister van Landsverdediging aan zijn gezag onderworpen.

Het gezag van de commandant der School strekt zich uit over alle delen van de dienst. Hij leidt het onderwijs met inachtneming van de regelen en leerplannen vastgesteld door de Minister van Landsverdediging.

Hoofdstuk III. - Toelatingsvoorwaarden.

Artikel 6.-

De officieren die de cursussen van de Krijgsschool zullen volgen, worden jaarlijks geworven onder de officieren van de krijgsmacht die beschikken over het karakter, het begrip en de kracht nodig voor de stafdienst te velde en die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° - Leger :

a) ten minste tien jaar officier zijn op 31 December van het jaar der toelating;
b) ten minste vier jaar werkelijke dienst bij de troep en twee jaar stafdienst hebben gedaan;

2° - Luchtmacht :

Officieren van het varend personeel :

a) ten minste vijf jaar officier zijn op 31 December van het jaar dat de toelating voorafgaat;

.../...

b) op die datum in totaal ten minste 600 uren gevlogen hebben;

Officieren van het niet varend personeel :

a) ten minste tien jaar officier zijn op 31 December van het jaar der toelating;
b) ten minste vijf jaar werkelijke dienst bij de troep hebben gedaan.

Artikel 7.-

Het getal officieren dat tot de Krijgsschool zal worden toegelaten, wordt jaarlijks door de Minister van Landsverdediging vastgesteld.

Artikel 8.-

Jaarlijks worden de korpscommandanten door de Minister uitgenodigd onder hun officieren een aantal candidaten aan te duiden, die zij geschikt oordelen om het onderwijs in de Krijgsschool te ontvangen.

Ieder officier is gemachtigd zijn candidatuur te stellen; deze wordt door de hiërarchische meerderen met hun adviezen aan de Minister overgemaakt.

Artikel 9.-

De candidaten moeten een examen afleggen, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma en de modaliteiten bepaalt.

De examencommissie wordt door de commandant der School aangesteld onder de leden van zijn onderwijzend personeel. Zij wordt voorgezeten door de commandant der School.

.../...

Artikel 10.-

De examencommissie rangschikt de candidaten volgens hun verdienste, steunend op het algemeen gemiddeld waardecijfer door elk van hen behaald.

Artikel 11.-

De Minister van Landsverdediging beslist over de toelating, met inachtneming van de rangschikking der proefwerken en van de adviezen der hiërarchische meerderen.

Artikel 12.-

Niemand kan meer dan tweemaal het examen voor toelating tot de Krijgsschool afleggen.

Nochtans kan de candidaat die, ofschoon voor de schiftingsexamens geslaagd, niet aangeduid werd om in de School opgenomen te worden, een derde maal het examen afleggen.

Hoofdstuk IV. - Algemene inrichting van het onderwijs in de Krijgsschool.

Artikel 13.-

De vorming van de helpers bij het commando omvat, over in totaal vier en twintig maanden :

1° voorafgaande proeftijden in de wapenscholen, eventueel in de eenheden;

.../...

2° twee academische jaren aan de Krijgsschool;

3° eventueel bij het einde van de vorming, een proeftijd in de andere krijgsmachten dan die waartoe elk officier behoort.

Artikel 14.-

De proeftijden hebben tot doel de geest, de technische mogelijkheden, de inrichting en de materiële verplichtingen van de verschillende krijgsmachten en van de wapens of diensten waaruit deze bestaan, te doen kennen; zij worden door de Minister van Landsverdediging bepaald.

Artikel 15.-

Het leerplan van de Krijgsschool wordt bepaald door de Minister van Landsverdediging.

Het onderwijs in de School moet gesteund zijn op het persoonlijk werk van de officieren toegelaten om de cursussen te volgen.

Artikel 16.-

De beoordeling van de officieren die de cursussen in de Krijgsschool volgen, geschiedt onder de vorm van nota's; er worden geen puntencijfers toegekend die een rangschikking zouden geven.

.../...

Artikel 17.-

Op voorstel van de commandant der Krijgsschool, kan de Minister van Landsverdediging beslissen dat naar hun korps teruggestuurd worden de officieren die :

1° te kort schieten in oppassendheid of vlijt;
2° door hun gedrag en hun wijze van dienen niet langer aan de voorwaarden voldoen om de cursussen van de Krijgsschool te volgen;
3° om gezondheidsredenen verhinderd zijn hun studies voort te zetten.

Artikel 18.-

Bij het einde van het tweede academisch jaar moeten de officieren een eindexamen afleggen voor een examencommissie, die door de Minister van Landsverdediging als volgt is samengesteld :

1° Voor de officieren van het leger :

- Het hoofd van de generale staf van het leger of zijn gemachtigde, voorzitter;
- De commandant van de Krijgsschool;
- Een hoofdofficier stafbrevethouder, in dienst bij de generale staf van het leger;
- Een hoofdofficier stafbrevethouder van de dienst van de adjudant-generaal van het leger.
- Een hoofdofficier stafbrevethouder van de dienst van de kwartiermeester-generaal van het leger;
- Een hoofdofficier stafbrevethouder,in dienst bij een legerkorps- of divisiestaf;
- Een hoofdofficier stafbrevethouder van de generale staf van de luchtmacht;
- Vier leden van het professorenkorps van de Krijgsschool.

.../...

2° Voor de officieren van de luchtmacht :

- Het hoofd van de generale staf van de luchtmacht of zijn gemachtigde, voorzitter;
- De commandant van de Krijgsschool;
- Twee hoofdofficieren, in dienst bij de generale staf van de luchtmacht of bij een groeperingsstaf;
- Een hoofdofficier die tot de dienst der organisatie en der voorraden van de luchtmacht behoort;
- Een hoofdofficier stafbrevethouder, in dienst bij de generale staf van het leger;
- Vier leden van het professorenkorps van de Krijgsschool.

Artikel 19.-

Deze examencommissies zijn er mede belast :

1° de officieren aan te duiden die met goed gevolg het geheel der cursussen hebben bijgewoond. Zij kunnen geen enkel officier beschouwen als hebbend het geheel der cursussen met goed gevolg bijgewoond, indien deze niet met goed gevolg de stafcursus, de praktische stafoefeningen en de cursussen in de vreemde talen bijgewoond heeft;

2° de beoordelingsnota's over de officieren op te stellen.

Artikel 20.-

Aan de officieren die met goed gevolg het geheel der cursussen hebben bijgewoond, wordt bij koninklijk besluit het stafbrevet verleend.

.../...

Hoofdstuk V. - Overgangs- en opheffingsbepalingen.

Artikel 21.-

In afwijking van artikel 6 van dit besluit,kan de Minister van Landsverdediging voor de werving der leerlingen van de jaren 1951, 1952, 1953 en 1954, afwijkingen toestaan van de voorwaarden van dienstanciënniteit bij de troep en bij de staf.

Artikel 22.-

Dit koninklijk besluit is niet van toepassing op de officieren van de zeemacht zolang de toepassingsvoorwaarden, waaraan die officieren moeten voldoen, niet zijn bepaald.

Artikel 23.-

Het besluit van de Regent van 11 September 1947 houdende wederinrichting van de Krijgsschool wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 9, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 22 October 1948.

Artikel 24.-

Voor de officieren van de 68e divisie van de Krijgsschool komt het eerste academisch jaar, in dit besluit bepaald, in de plaats van de stafcyclus, bepaald in het besluit van de Regent van 11 September 1947.

.../...

Voor de officieren van de 66e en 67e divisie van de Krijgsschool komt het tweede academisch jaar, in dit besluit bepaald, in de plaats van de cyclus voor hogere stafstudiën, bepaald in het besluit van de Regent van 11 September 1947.

Artikel 25.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 September 1950.

Artikel 26.-

De Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Landsverdediging,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : De Heren :	V. DEVAUX,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	M. SOMERHAUSEN, A.G. VRANCKX,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	J. VAUTHIER, G. DOR,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	G. PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VRANCKX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) V. DEVAUX.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.